

**DÉCISION NOMINATIVE N° 2019- 537**  
**portant autorisation d'ouverture et de gestion d'une aire de bivouac**  
**à proximité des refuges situés dans le cœur du Parc national de la Vanoise**

**Pétitionnaire** : Eric LOMBARD, propriétaire du refuge du Lac Blanc

**Adresse** : 9 rue du pont Saint André, 73500 Termignon – Commune Val-Cenis

**Objet** : Ouverture et gestion d'une aire de bivouac

**Localisation du projet** : Le Lac Blanc, Termignon - Commune de Val-Cenis

**La Directrice de l'établissement public du Parc national de la Vanoise,**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 331-1 et R. 331-4-1 ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-447 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national de la Vanoise aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, notamment son article 15 ;

Vu le décret n° 2015-473 du 27 avril 2015 portant approbation de la Charte du Parc national de la Vanoise ;

Vu la Charte du Parc national de la Vanoise, et notamment la modalité d'application de la réglementation du cœur du Parc n° 34 relative au campement et au bivouac ;

Vu l'arrêté n°2019-029 du 11 avril 2019 concernant le bivouac dans le cœur du Parc national de la Vanoise ;

Vu la demande de M. Eric Lombard, propriétaire du refuge du Lac Blanc, en date du 19 avril 2019 ;

Considérant les échanges relatifs à la localisation de l'aire de bivouac et le nombre maximum de personnes autorisées à s'installer, tenus sur place le 6 juin 2019 entre le Parc et la pétitionnaire ;

Considérant que l'ouverture de l'aire de bivouac, compte tenu de sa situation et du nombre maximum de personnes autorisés à s'installer, présentera un impact jugé faible sur le milieu naturel et les espèces ;

**DÉCIDE**

**Article 1 : Objet**

Eric LOMBARD est autorisé à ouvrir et gérer une aire de bivouac à proximité du refuge du Lac Blanc dans les conditions énoncées ci-après.

**Article 2 : Modalités d'application**

La présente autorisation est délivrée à titre expérimentale jusqu'au 30 septembre 2021. A l'issue de cette période, sur la base d'un retour d'expérience, l'établissement public du Parc national de la Vanoise se réserve le droit de ne pas renouveler l'autorisation ou de faire évoluer les prescriptions. La présente décision n'est ni cessible, ni transmissible.



### **Article 3 : Prescriptions**

La présente autorisation est assortie des conditions cumulatives suivantes :

- 1) l'aire de bivouac doit être strictement circonscrite à la zone représentée en annexe et ne devra en aucun cas être aménagée, terrassée et profilée pour ce seul usage ;
- 2) le nombre maximum de personnes autorisées à s'installer dans l'aire de bivouac est fixé à 8 personnes ;
- 3) l'aire de bivouac est ouverte exclusivement en période de gardiennage entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 septembre ;
- 4) La pratique du bivouac est autorisée entre 19 heures et 8 heures;
- 5) les tentes installés ne devront pas permettre la station debout ;

### **Article 4 : Indépendance des législations**

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

### **Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision**

Au sein du Parc national de la Vanoise, l'ensemble des agents compétents est chargé de contrôler l'exécution de la présente décision.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire ; la présente décision pourra être rendue caduque à l'issue de la période de gardiennage en cours.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du Parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national de la Vanoise pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

### **Article 6 : Publicité**

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.

### **Article 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Chambéry, le 1<sup>er</sup> juillet 2019

La Directrice

Eva Aliacar

Annexe : Localisation de la zone bivouac

Copie : Secteur de Haute-Maurienne

Mise en ligne R.A.A. le :

5 - JUIL. 2019



## Annexe : Localisation de la zone bivouac

